

Déclaration liminaire CT du 15/11/2021

Il faut lire le message du Ministre Le Maire du 11 octobre sur Ulysse, c'est un monument, un monument d'obséquiosité et si on n'était pas en novembre, on pourrait même penser à un poisson d'avril. Quelques extraits impayables :

- « *Vous pouvez vous dire, le matin, en vous levant, en vous regardant dans la glace, que vous avez fait non seulement du bon travail, vous avez sauvé l'économie française* »
- « *soyez fier de ce qui a été fait* »
- « *je crois que vous êtes une administration d'élite* »
- « *La DGFIP est une administration d'élite. Vous avez les meilleurs qui feront le meilleur travail, avec une efficacité qui fait pâlir d'envie tous les autres pays étrangers* »
- « *Un dernier mot enfin pour vous dire que les évolutions qui vous attendent sont toutes des évolutions qui sont positives* »
- « *Il y en a une qui moi me remplit de joie, parce que je pense que c'est vraiment une direction dans laquelle il faut aller, c'est la déconcentration des services.* »
- « *Merci à Monsieur le directeur général, merci cher Jérôme* »

La situation que vivent les agents dans les services est à l'opposé de cette réalité virtuelle entretenue par Bercy via le ministre Le Maire et son ami Jérôme Fournel. En effet, dans les services, pénuries d'emplois riment avec difficultés chaque matin pour nombre de collègue pour venir au travail et venir effectuer des missions qui perdent de plus en plus de sens. Cette même réalité vous a été transmise lors du dernier Comité Technique, nos collègues du SDIF vous demandant 3 emplois de mesure d'urgence...

Visiblement l'urgence ne vous semble pas si urgente, puisque aucune réponse n'a été apportée un mois après. Peut-être alors pourrions-nous parler de tel ou de tel service... En réalité l'urgence est aujourd'hui dans tous les services de notre direction, de notre administration. Vous justifiez les fermetures de postes, les fusions, les réorganisations par des améliorations de matériels ou de nouvelles applications... En réalité, vous n'améliorez rien. Encore aujourd'hui, vous prenez les agents pour des rustines que vous utilisez à votre guise dans une seule logique : détruire le service public et demain en faire un service « marchand » (non il n'y a pas de faute... nous espérons que vous comprendrez la nuance...)

Alors comment pour nous, aller dans votre sens lorsque qu'au final la sécurité et le bien être de vos agents vous importe peu, lorsqu'à chaque comité technique vous validez unilatéralement le recul de nos droits, de nos acquis ainsi que la dégradation de nos conditions de travail, malgré l'opposition farouche des représentants de la CGT Finances Publiques ?

Alors, visiblement nos têtes pensantes de Bercy jugent entre 120 et 250 euros notre valeur professionnelle, notre engagement au quotidien ? Puisque nous sommes « l'élite » comment se fait-il que depuis toutes ces années notre point d'indice est toujours gelé ? Notre organisation syndicale a comme les autres, signé le protocole d'accord mais le compte n'y est pas, ce protocole doit être le point de départ à de réelles négociations sur nos salaires. Alors que l'inflation frôle les 12 % entre 2011 et 2021, nos salaires sont bloqués, nos rémunérations restent et demeurent dramatiquement faibles au regard du coût de la vie qui ne cesse d'augmenter chaque jour... Mais après tout, puisque nous sommes une administration d'élite, pourquoi ne venons-nous pas travailler tous les matins bénévolement, sans rémunération ? Peut-être cela arrangerait-il notre employeur État et ferait faire encore des économies ?